



Venezuela : où va Maduro ?

Maduro réélu, l'habituelle contestation des partisans de l'impérialisme États-Unis

Nicolás Maduro a été réélu président de la République du Venezuela pour un troisième mandat dimanche 28 juillet dernier.

Comme d'habitude, les réactionnaires soutenus par l'impérialisme États-Unis contestent les résultats des élections. Les ingérences des pays occidentaux et de certains valets des États-Unis en Amérique latine se poursuivent, comme à chaque fois qu'il y a eu une élection présidentielle au Venezuela, depuis la dernière élection de Hugo Chavez en 2013.

Il n'y a aucun doute sur l'identité des manifestants « spontanés » qui contestent la décision à Caracas, ce sont des agents de la réaction qui déboulonnent des statues de Chavez, ni sur le rôle joué par l'égérie des réactionnaires Maria Antonia Machado, qui appelle quasiment à l'insurrection et pourrait avoir organisé le piratage des données électorales.

Il n'appartient pas au Parti Révolutionnaire Communistes de dire si le résultat est avéré ou pas. Seul le peuple vénézuélien est concerné et ce ne sont pas les appels de la soi-disant « communauté internationale », c'est-à-dire le camp impérialiste rangé derrière les USA qui nous convaincront de quoi que ce soit.

Quelle est la politique réelle de Maduro ?

Mais, parmi celles et ceux qui n'ont pas voté pour Maduro, il n'y a pas que des réactionnaires. Depuis des années, le pouvoir de Maduro s'est éloigné de l'orientation chaviste, a glissé à droite, s'en est pris aux travailleurs, aux militants syndicalistes de la CUT (Centrale Unie des Travailleurs) et surtout au PCV, le Parti Communiste Vénézuélien.

Maduro a récemment opéré un rapprochement avec les compagnies pétrolières US, comme Exxon-Mobil, notamment en créant des zones franches, où l'exploitation de l'homme par l'homme est plus que féroce.

Lors des dernières élections législatives, en 2020, le PCV s'était présenté seul, hors du bloc bolivarien dont le principal parti est le PSUV (Parti Socialiste Unifié du Venezuela). Depuis, il ne cesse de dénoncer la dérive du pouvoir, qui tourne le dos aux espérances que Hugo Chavez avait fait naître.

Et, depuis deux ans, le pouvoir aux mains de Maduro s'acharne sur le PCV. Un tribunal officiel a même créé un PCV « bis », et une direction composée d'anciens du parti et de dirigeants du PSUV, qui n'en ont jamais été membres.

C'est que, malgré sa politique d'ouverture, les rapports bien meilleurs entre l'État vénézuélien et les Compagnies pétrolières US, la puissance impérialiste dominante préfère soutenir l'opposition ultra-réactionnaire. Donc Maduro a tout fait pour empêcher des candidatures sur sa gauche, allant même jusqu'à prétendre que le PCV appelait à voter pour lui.

Or dans le dernier éditorial de son journal *Tribuna Popular*, publié avant les élections le PCV a exprimé un autre choix, contradictoire, en précisant que : « *il ne s'agit pas de n'importe quelle alliance, il ne s'agit pas de se débarrasser de Maduro par tous les moyens* ». Ce choix est clair : « *Unité des forces authentiquement démocratiques pour faire face à la dérive réactionnaire. Unité pour faire face à l'autocrate cool qui danse des chorégraphies pour devenir "viral" et enregistre des podcasts avec des influenceurs, tout en persécutant et en emprisonnant des militants politiques, sociaux et syndicaux dans tout le pays. Pour arrêter l'homme qui, entre prières et rituels sur scène, réduit les impôts des hommes d'affaires et permet à Chevron de piller le pays jusqu'en 2050. Pour dire non à l'homme qui invoque des "bains de sang" et des soulèvements militaires si le résultat électoral ne lui est pas favorable ; à l'homme qui veut convaincre le monde que la destruction des salaires, la pulvérisation des prestations sociales et le démantèlement des conventions collectives sont des politiques "socialistes"* ».

Dernières nouvelles de l'acharnement du pouvoir contre le PCV

Dans un communiqué publié le 26 juillet, le PCV a alerté sur l'attaque du pouvoir contre le camarade Hector Alejo Rodriguez, secrétaire international du parti.

Rodríguez, qui a travaillé pendant près de dix ans au ministère du pétrole, s'est vu notifier le 2 juillet une procédure de licenciement administratif à son encontre, assortie d'une mesure conservatoire de suspension. Cette procédure a été ouverte sur la base d'une plainte anonyme l'accusant d'être l'architecte du prétendu « *détournement et fourniture de combustible à des facteurs d'extrême droite, qui ont l'intention de générer un climat de violence et de déstabilisation dans tout le pays pendant les élections présidentielles du 28 juillet* ».

Les soi-disant preuves présentées à l'appui de cette accusation se réduisent à un rapport médiatique d'une déclaration du PCV sur les affaires nationales, qui n'a rien à voir avec l'industrie pétrolière et encore moins avec l'approvisionnement en carburant dans le pays.

Et le communiqué du PCV dit ceci : « *Comme si cela ne suffisait pas, outre l'absence de preuves à l'appui de cette infamie, il y a aussi un point dangereux : au moment de formuler les accusations, l'accent est mis à plusieurs reprises sur le militantisme d'Hector Alejo Rodriguez dans les rangs du PCV ; ce qui montre clairement que cette procédure est un cas aberrant de persécution politique contre un dirigeant de premier plan qui a joué un rôle clé dans la dénonciation internationale de la gestion anti-ouvrière et antipopulaire de Nicolas Maduro au Venezuela. [...] Ce fait expose également le tournant réactionnaire et anticommuniste de la direction du gouvernement de Nicolas Maduro et du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) ; et nous ramène aux temps terribles des gouvernements de droite, lorsque les communistes étaient persécutés, emprisonnés et expulsés de leur lieu de travail en raison de leur militantisme politique. Si cette procédure administrative illégale est menée à bien, le secrétaire aux relations internationales du PCV fera l'objet d'une procédure pénale dans le cadre d'un système judiciaire caractérisé par la violation systématique des droits de la défense et des droits de l'homme des travailleurs qui sont injustement emprisonnés pour avoir combattu ou dénoncé des irrégularités. Cette attaque contre le camarade Hector Alejo Rodriguez fait partie du plan de liquidation de notre parti mis en œuvre par la direction corrompue du gouvernement PSUV et qui a pour antécédent le vol de notre personnalité juridique pour la livrer à une poignée de mercenaires subordonnés à leurs intérêts* ».

Un certain nombre de partis communistes d'Amérique latine se sont émus de cette intense lutte du pouvoir vénézuélien contre le parti de la classe ouvrière et contre les droits des travailleurs en général. Le 28 juillet dernier, le Parti Communiste Argentin, le Parti Communiste Révolutionnaire Brésilien, le Parti Communiste du Salvador, la Plateforme Communiste des Travailleurs Américains, le Parti Communiste du Mexique et le Parti Communiste Paraguayen ont dénoncé l'action de Maduro en ces termes : « *Le Conseil National Électoral, sous le contrôle du PSUV, a refusé l'enregistrement d'une nouvelle organisation à des fins électorales qui permettrait aux forces politiques non alignées aux deux pôles bourgeois, de présenter une candidature alternative, mais aussi, a empêché le PCV et d'autres forces d'enregistrer la candidature de Manuel Isidro Molina, en refusant l'accès au système de candidature à l'organisation habilitée à s'inscrire. [...] La soi-disant communauté internationale, et les gouvernements du progressisme ont gardé un silence honteux face à cette violation des droits démocratiques et politiques de la classe ouvrière et de ses partis, par le Conseil électoral et le gouvernement du Venezuela. Les attaques contre le Parti communiste du Venezuela s'inscrivent dans un contexte général d'agressivité contre la classe ouvrière et le mouvement ouvrier : Attaque contre les conditions de vie des travailleurs et de leurs familles, attaque contre les luttes syndicales, emprisonnement de cadres syndicaux. Comme dans d'autres pays, la gestion "progressiste" au Venezuela est la préservation de l'exploitation capitaliste contre les travailleurs, avec un maquillage rhétorique qui simule effrontément des positions anti-impérialistes, socialistes et même révolutionnaires.* ».

En conclusion

Le Parti Révolutionnaire Communistes renouvelle son soutien sans faille au Parti Communiste du Venezuela. Il appuie ses revendications pour rétablir les conventions collectives et les services publics, créer une sécurité sociale universelle et rétablir l'indépendance et la légalité des organisations de la classe ouvrière.

Au Venezuela comme en France, seule la lutte des travailleurs, avec leur parti communiste, permettra d'obtenir des acquis ou de les récupérer.

Vive la solidarité internationale des travailleurs et le PCV !